

JOURNAL OFFICIEL DU SENEGAL

[Imprimer](#)

LOI

LOI n° 2008-19 du 22 avril 2008

LOI n° 2008-19 du 22 avril 2008 autorisant le Président de la République à ratifier la Convention entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement du Royaume d'Espagne sur la Coopération dans le domaine de la Prévention de l'Emigration des mineurs sénégalais non accompagnés, leur protection, leur rapatriement et réinsertion, signée à Dakar, le 5 décembre 2006.

EXPOSE DES MOTIFS

Au cours de ces dernières années, la communauté internationale a été témoin de l'envergure croissante prise par l'émigration clandestine, notamment à travers l'utilisation d'embarcations de fortune cherchant désespérément à atteindre les côtes espagnoles, avec le plus souvent leur cortège de morts et de disparus.

Cette situation dramatique et inacceptable a incité le Gouvernement de la République du Sénégal et celui du Royaume d'Espagne à conclure, le 5 décembre 2006, à Dakar, la Convention sur la Coopération dans le domaine de la Prévention de l'Emigration de Mineurs sénégalais non accompagnés, leur Protection, leur Rapatriement et Réinsertion. Cette Convention entre en droite ligne de celle relative aux Droits de l'Enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 20 novembre 1989.

Cet Accord vise essentiellement à favoriser l'établissement d'un cadre de travail commun en matière de prévention de l'émigration des mineurs non accompagnés, de leur protection et de leur rapatriement. Il vise également à instaurer un dialogue permanent entre les deux Parties, permettant ainsi de faciliter l'échange d'informations et de données de manière à lutter efficacement contre cette forme d'émigration.

Pour ce faire les deux Etats ont pris l'engagement ferme de prendre un certain nombre de mesures afin de concrétiser leur vision. A cet égard, le développement économique et social des zones d'origine des mineurs non accompagnés apparaît comme une priorité. Il est également important de sensibiliser et d'informer les populations sur les dangers du trafic des enfants, phénomène qui peut être largement favorisé par l'émigration clandestine des mineurs.

Afin de parvenir à une application probante de cette Convention, les deux Parties s'engagent à mettre sur pied un comité de suivi dans lequel sera représentée chacune des deux Parties et dont le rôle sera de faciliter les relations opérationnelles, l'échange d'informations et de proposer des actions jugées nécessaires dans la lutte contre l'émigration clandestine des mineurs.

La Convention entrera en vigueur à la date de réception de la dernière des deux notifications par lesquelles les Parties s'informeront, par voie diplomatique, de l'accomplissement des formalités internes nécessaires.

La ratification de cette Convention, par la République du Sénégal, revêt une importance primordiale. En effet, l'une des missions cardinales de l'Etat, rappelons le, est d'assurer la protection des personnes et des biens.

Dès lors, loin de rester insensible ou passif face à ce phénomène de l'émigration clandestine dont une issue fatale est réservée à la majeure partie de ses candidats, le Gouvernement de la République du Sénégal s'est engagé à prendre toutes les décisions et mesures susceptibles d'y apporter une solution efficace et pérenne.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du mercredi 2 avril 2008 ;

Le Sénat a adopté, en sa séance du mercredi 09 avril 2008 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. - Le Président de la République est autorisé à ratifier la Convention entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement du Royaume d'Espagne dans le domaine de la prévention de l'émigration des mineurs sénégalais non accompagnés, leur protection, leur rapatriement et réinsertion, signée à Dakar, le 5 décembre 2006.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 22 avril 2008.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République

Le Premier Ministre,

Cheikh Hadjibou SOUMARE.

**CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL ET LE
GOUVERNEMENT DU ROYAUME D'ESPAGNE
SUR LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DE LA PREVENTION DE
L'EMIGRATION DE MINEURS SENEGALAIS NON ACCOMPAGNES, LEUR PROTECTION,
LEUR RAPATRIEMENT ET REINSERTION.**

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL, d'une part ;

Et

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME D'ESPAGNE, d'autre part ;

Ci-après désignés « les Parties » :

CONSIDERANT que le traitement de la situation des mineurs non accompagnés doit se faire dans le respect de leurs législations nationales, des normes et principes du Droit International et en tenant compte des dispositions de la Convention relative aux Droits de l'Enfant, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 20 novembre 1989.

SOUCIEUX de renforcer et de dynamiser les relations bilatérales et convaincus de la nécessité d'une coopération étroite entre les Parties en matière de protection des mineurs, aussi bien pour résoudre le problème des mineurs sénégalais non accompagnés sur le territoire espagnol, que pour sa prévention.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIIT :

Article premier.

Objectifs de l'Accord

Sur la base du présent Accord, et, conformément à leurs propres législations et aux normes et principes du Droit International, les Parties coopéreront en vue :

1. d'établir un cadre de travail commun en matière de prévention de l'émigration des mineurs non accompagnés, de protection et de rapatriement desdits mineurs.
2. de consolider un dialogue permanent et faciliter l'échange de données et d'informations pour aborder de manière efficiente la prévention de l'émigration de mineurs non accompagnés, la protection, le rapatriement et la réinsertion desdits mineurs.

Article - 2.

Objectifs spécifiques pour la coopération

En vue d'atteindre les objectifs du présent Accord, les Parties conviennent de mener à bien les actions suivantes :

1. adopter des mesures de prévention visant le développement social et économique des zones d'origine des mineurs non accompagnés, le contrôle des réseaux de trafic de personnes ainsi que la sensibilisation et l'information de la population d'origine.
2. adopter des mesures d'assistance et de protection des mineurs sénégalais non accompagnés qui se trouvent sur le territoire espagnol.
3. favoriser le rapatriement du mineur vers sa famille ou vers l'institution de tutelle au Sénégal ainsi que sa réinsertion sociale.

Article. - 3.

Action de prévention

Dans le but de prévenir l'émigration de mineurs non accompagnés, les Parties développeront des actions visant à :

1. sensibiliser les mineurs, les familles et la société en général sur les risques que comporte l'émigration de mineurs non accompagnés.
2. mettre en place les actions nécessaires pour améliorer le contrôle des réseaux et des organisations qui trafiquent et exploitent les mineurs.
3. favoriser le développement social et économique des zones d'origine des mineurs non accompagnés par la création ou le renforcement des capacités des centres de formation et de réinsertion des mineurs et, plus particulièrement, les structures de la Direction de l'Education Surveillée et de la Protection Sociale (DESPS) du Ministère de la Justice de la République du Sénégal.

Article. - 4.

La protection des mineurs sénégalais non accompagnés sur le territoire espagnol :

1. Les Autorités compétentes espagnoles :

- apporteront assistance et protection aux mineurs sénégalais non accompagnés sur le territoire espagnol.

- Fourniront aux Autorités compétentes sénégalaises, dans un délai de 10 jours, à compter de l'entrée illégale du mineur sur le territoire espagnol, toutes les informations pertinentes concernant la situation des mineurs qui font l'objet de mesures de protection.

2. Les Autorités compétentes sénégalaises procéderont à l'identification du mineur et de sa

famille et à la délivrance des documents attestant de sa nationalité, dans le délai de 20 jours, à compter de la communication faite par les Autorités compétentes espagnoles.

Article. - 5.

Actions en matière de rapatriement

1. L'Autorité compétente espagnole, d'office ou sur proposition de l'Entité publique qui exerce la tutelle du mineur, statuera sur ce qui concerne le retour de celui-ci au Sénégal conformément à la législation espagnole, aux normes et principes du Droit International et de la Convention relative aux Droits de l'Enfant.

2. Les Parties collaboreront pour garantir que le rapatriement du mineur vers sa famille ou vers l'institution de tutelle au Sénégal s'effectue dans les conditions appropriées.

3. Les Autorités compétentes sénégalaises intégreront et coordonneront les dispositifs d'accueil et d'assistance sociale, aussi bien publics que privés ou relevant d'Organisation Non Gouvernementale (ONG) au profit de mineurs faisant l'objet de rapatriement.

Article. - 6.

Comité de Suivi

Pour faciliter les relations opérationnelles, un Comité de Suivi sera créé. Ce Comité sera composé de représentants des deux parties.

3. Chacune des Parties pourra dénoncer le présent Accord à tout moment, au moyen d'une notification écrite adressée à l'autre Partie par voie diplomatique. La validité du présent Accord prendra fin après quatre vingt dix jours à compter de la notification de ladite dénonciation.

4. En Foi de quoi, les représentants des Parties, dûment autorisés, signent le présent Accord.

Fait à Dakar, le 5 décembre 2006

En deux exemplaires originaux, en français et en espagnol, les deux textes faisant également foi.

Pour la République du Sénégal
Le Ministre de la Jeunesse et de l'Emploi
Aliou SOW

Pour le Royaume d'Espagne a.r.
Le Ministre du Travail et des Affaires Sociales
Jésus CALDERA.

<http://www.jo.gouv.sn>